

L'ambassadeur de France à El Tarf

L'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, se rendra aujourd'hui à El Tarf, où il visitera respectivement, l'école primaire Bachir-El Ibrahim, sise dans la commune de Dréan (ex-Mondovi), dans laquelle l'écrivain Albert Camus, prix Nobel de littérature de 1957 pour son roman *L'étranger*, a poursuivi sa première année de scolarisation, et ensuite le parc animalier de Brabtia.

Dans l'après-midi de la même journée Son Excellence, hôte d'El Tarf, débattrà à bâtons rompus avec les représentants de la presse écrite de différents points ayant trait aux relations franco-algériennes et les secteurs d'activité agricole et touristique où la France pourrait apporter sa contribution et son expertise, et ce, au niveau du siège de la radio locale. Le wali aura certainement l'opportunité, à travers la visite du parc animalier, de solliciter l'ambassadeur sur de possibles contacts et contributions des parcs animaliers et zoos de l'Hexagone, afin de permettre à celui de Brabtia de bénéficier du savoir-faire des Français en la matière.

Par ailleurs, cette visite qui comporte en son volet culturel, une virée dans la commune qui a vu naître Albert Camus, commence à susciter des interrogations et des supputations dans les milieux culturels locaux et un début de lever de boucliers au sein de la famille révolutionnaire, sachant que l'écrivain mondialement connu s'est illustré pour son mutisme lors du déclenchement de la Guerre de Libération nationale. D'ailleurs, l'histoire retiendra sa déclaration scandaleuse lors de l'attribution du Nobel en 1957 : «Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice.» Dans son œuvre, Camus a toujours ravalé le colonisé au rang d'ilote. L'Algérien n'a aucune épaisseur psychologique, aucune pesanteur sociale. Le discours camusien conjure également, mystiquement, la parole des Algériens. Cependant, il est judicieux de noter que cette visite coïncide avec les préparatifs de la célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance du pays. De fait, il est probable qu'un éventuel programme pourrait être mis en place avec les responsables concernés de la wilaya.

Daoud Allam

Les habitants de Sidi M'barek organisent un sit-in devant le siège de la daïra

Les promesses et autres engagements non tenus des responsables locaux ont poussé les habitants de la localité populeuse de Sidi M'barek, 12 000 habitants, relevant administrativement de la commune de Ben M'hidi, de passer à l'acte, et ce, en fermant le siège de la daïra et en tenant un sit-in ouvert jusqu'à satisfaction de l'ensemble des revendications. Les principaux griefs formulés par les protestataires à l'encontre des élus de la commune concernent, entre autres, la réhabilitation de la localité, et ce, par l'octroi d'un programme conséquent de logements à caractère social-locatif, la distribution aux bénéficiaires du quota de l'aide à l'habitat rural, dès lors que les listes sont ficelées depuis des mois et la commune tergiverse à leur affichage, la réfection du tronçon routier sur 7 km qui lie la localité au chef-lieu de la commune et qui connaît une dégradation très avancée de la chaussée, nonobstant le fait qu'elle a bénéficié d'une opération de réhabilitation depuis 2007. Les protestataires, au nombre de 200,ont, par ailleurs, ont réclamé la présence du wali pour lui faire part de leurs revendications et dénoncer les engagements non tenus du maire et du chef de daïra.

Ainsi vogue la galère des citoyens qui ne trouvent rien d'autre pour exprimer leur révolte et leur mal-vie que le recours à la protesta et aux sit-in. Les canaux de la communication sont coupés dans la wilaya d'El-Tarf.

D. A.

TLEMCCEN

Le froid fait flamber la mercuriale

La vague de froid qui sévit dans l'extrême ouest du pays depuis le début du mois de janvier ne fait pas que des heureux. En effet, si les fellahs sont plutôt rassurés sur la saison agricole, les ménagères, quant à elles, affichent grise mine à l'entrée du marché couvert.

Les prix des fruits et légumes sont passés du simple au triple, notamment ceux des produits de consommation. La pomme de terre de deuxième choix est passée de 35 DA à 55 DA, le prix de l'oignon rouge dépasse parfois les 60 DA et c'est la tomate qui fait des siennes en atteignant le pic de 140 DA le kg. En ce qui concerne les fruits, les

étals n'offrent pas grand-chose ; les oranges se font rares et le prix de la pomme verte reste inaccessible : 240 DA le kg. Même pendant le mois de Ramadan, la mercuriale n'avait pas connu une telle hausse. Il est vrai que pendant la saison hivernale, les prix de certains produits connaissent une légère augmentation, mais pas de cet ordre-là.

Selon les grossistes, cette hausse des prix est en rapport avec l'offre et la demande, le marché de gros n'est plus ravitaillé par les producteurs hors wilaya (Relizane, Mostaganem...). Ces deniers ne veulent plus prendre le risque de s'aventurer dans la wilaya de Tlemcen paralysée par une crise de carburant depuis le mois de décembre, les camionneurs craignent le risque de la panne sèche, car il est impossible de faire le plein pour le trajet du retour. La wilaya de Tlemcen est devenue infrequenable», les routiers qui se rendent

vers le Grand-Sud ne passent plus par la rocade de Mansourah, ils préfèrent l'axe Bel Abbès-Saïda où ils peuvent se ravitailler en carburant. Par ailleurs, cette crise de carburant a porté un sérieux coup au secteur du tourisme qui était en plein essor depuis le début de l'année 2011.

L'année 2012 ne s'annonce pas sous de bons auspices dans la capitale des Zianides. Des prix qui flambent et menacent le pouvoir d'achat et surtout la pénurie de carburant qui menace toute la stabilité de la wilaya.

M. Zenasni

CONSTANTINE

Les exclus de la liste de relogement des chalets de Sotraco ferment la route

Des dizaines de familles écartées «injustement», selon leurs dires, de l'opération de relogement des 651 familles de la cité Sotraco (Boudraa-Salah) ont procédé hier à la fermeture de la route d'El Menia pour réclamer une solution à leur cas.

Lassées d'attendre la concrétisation des promesses que leur ont faites les autorités locales, les familles exclues de cette opération sont montées hier au créneau pour interpellier ces dernières quant à leur situation intenable.

En effet, 42 familles écartées des listes des bénéficiaires et dont certaines avaient préféré demeurer dans leurs chalets après l'opération

de relogement vivent un calvaire. Leurs logis épargnés jusque-là par les bulldozers se trouvent en ces temps de froid glacial privés de gaz et d'électricité, l'alimentation étant suspendue par mesure de sécurité dans la foulée de l'opération de recasement.

Les contestataires qui ne sont pas à leur premier mouvement de protestation, puisque plusieurs sit-in et autres rassemblements ont été tenus devant le cabinet du wali et le siège de la daïra, ont investi durant pratiquement toute la matinée d'hier la route. Ils réclamaient de bénéficier à l'instar de leurs concitoyens relogés à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli d'un logement décent.

A l'aide de pneus brûlés, de pierres et autres objets hétéroclites, ces derniers ont barricadé

cette route à grande circulation et ont exigé la présence du premier responsable de la wilaya.

D'interminables bouchons se sont formés suite à cette fermeture de la route et la circulation était devenue quasiment impossible. Aussi, des renforts des forces antiémeute ont été dépêchés sur les lieux pour contenir la colère des protestataires et prévenir, notamment d'éventuels débordements.

Des pourparlers ont été entrepris avec les exclus afin de les dissuader de libérer la route et se rapprocher des responsables en vue de trouver une solution. Une proposition du reste qui n'a pas trop emballé ces derniers qui affirment ne plus croire aux promesses.

F. B.

ANNABA

4 000 logements pour 2012

Les opérations d'attribution de logements publics locaux (LPL) dans le cadre des recasements, résorption de l'habitat précaire et au profit des demandeurs se poursuivent toujours à Annaba.

Mercredi dernier, c'était au tour de 427 familles de ressentir l'émotion que génère la réception en main des clés d'un logement neuf. Il s'agit de la première opération de ce genre en ce début d'année 2012.

Les logements sont implantés à Boukhadra III, à environ trois kilomètres du chef-lieu de wilaya et dans l'une des plus importantes communes d'Algérie en termes de concentration des habitants, à savoir El Bouni.

Tôt le matin de ce mercredi, la nouvelle cité s'est réveillée avec un important cortège de poids lourds chargés des effets des familles bénéficiaires. «Cela fait trente ans que j'attendais ce jour dans des conditions déplorables d'habitation que je vivais avec ma famille de six personnes dans une unique pièce. Ma patience a finalement été récompensée. Aujourd'hui, ma famille et moi allons entamer une vie digne dans un F 3 qui nous fera certainement oublier la misère de la promiscuité dans un 12 mètres carrés», dira Fatima-Zohra, veuve et mère de famille ayant entamé la

cinquantaine. Le même sentiment de joie était perceptible au sein des autres centaines de familles qui prenaient possession de leurs nouvelles habitations. Là, ne devraient pas s'arrêter les efforts de recasement engagés par les pouvoirs publics dans cette wilaya. C'est le cas de le dire quand on sait que cette opération d'attribution de logements succède à beaucoup d'autres intervenues au courant de l'année 2011. Il en est ainsi de quelque cinq mille logements de même type de segment ou d'autres comme le rural et le logement participatif aidé (LPA) ayant fait le bonheur de nombreuses familles bénéficiaires de logements F2 et F3.

Pour l'année 2012 qui commence, aux 427 logements attribués ce mercredi devraient s'ajouter quelque 4 000 autres. Nombre que confirme Amar Khelfaoui, directeur général de l'OPGI Annaba : «Les 427 attributaires que nous avons satisfaits ce mercredi constituent le début d'une longue liste de futurs bénéficiaires. Il est prévu tout au long de l'année 2012 des opéra-

tions de relogement au profit de 4 000 autres familles dans le segment du LPL. D'autres projets sont en cours de réalisation ou seront lancés incessamment dans le cadre du plan quinquennal 2010/2014 qui prévoit la réalisation de plus de 29 000 LPL.» Tous ces chiffres matérialisés, en cours ou à lancer en matière de réalisation de logements dans la wilaya de Annaba devraient amener les impatients à un peu plus de retenue dans leur comportement. Ceux-là mêmes qui composent les regroupements d'hommes et de femmes quotidiennement en sit-in devant les sièges de la wilaya et de la daïra.

Bon nombre d'entre eux ne remplissent pas les critères exigés, soit parce que déjà bénéficiaires d'un logement social ou nouvellement installés sur le territoire de la wilaya. Il y a ceux qui ont démontré une patience à toute épreuve malgré l'ancienneté du récépissé de dépôt de dossier. C'est le cas du père de famille Mansouri Ahmed, natif de Annaba, dont le dossier a été déposé au courant de l'année 1977 et qui attend toujours. «Cela fait 35 ans que j'ai déposé une demande de logement et que je renouvelle annuellement avec l'espoir de voir un jour mon nom figurer

sur les listes d'attribution. Je suis convaincu que mon tour viendra pour peu que les dossiers soient traités en toute équité. Pour ce problème de logement, j'ai été reçu une seule fois en audience par le chef de daïra qui m'a demandé de patienter. C'est ce que je fais.»

Outre les 29 700 logements en charge de l'OPGI, il y a également le projet de réalisation d'une nouvelle ville de trente mille logements dans la commune de Oued Aneb. Les études y afférentes devraient être lancées incessamment sous la supervision de la Direction du logement et des équipements publics (Dlep) de la wilaya. Comme de juste, ce projet a fait l'objet d'un large débat par les élus lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) à qui ont été présentées les deux maquettes préfigurant la nouvelle ville de Draâ Erich (Oued Aneb).

Outre les trente mille logements, une université, un CHU et une polyclinique, des établissements scolaires des trois paliers, des centres de formation professionnelle, annexes communales et autres structures socioéconomiques, culturelles et sportives verront le jour dans cette nouvelle ville.

A. Bouacha

AÏN-TÉMOUCHENT

Riche programme pour la Fondation Émir Abdelkader

La Fondation Emir Abdelkader, section de Aïn-Témouchent, a, selon son président, le docteur Abdelmalek Omar, concocté pour le début de cette année, un riche programme culturel qui comprend, entre autres, des conférences, des témoignages sur le rôle des zaouias dans la résistance algérienne.

Vers la fin du mois en cours, une conférence est programmée au centre universitaire de Aïn-Témouchent sur le thème «La colonisation comme système politique», qui verra la participation d'éminents professeurs universitaires d'Oran, Alger, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et de Aïn-Témouchent, spécialistes en économie, politique, histoire, droit et stratégie militaire. «La finalité de cette conférence est de montrer la face cachée du colonialisme en Algérie et ailleurs dans le monde. Ces pays colonisateurs qui se vantent d'être porteurs de civilisation et promoteurs des droits de l'homme, exploitent les

populations des pays sous-développés et les exploitent de leurs richesses naturelles sous le prétexte de démocratie», dira le président de la Fondation qui ajoute que ce thème est d'actualité en faisant référence à l'idéologie de Frantz Fanon qui a lutté contre le colonialisme dans l'Afrique entière.

Pour les festivités du 8 mars, la Journée mondiale de la femme, la section locale de la Fondation prévoit de présenter une conférence sur le rôle d'une personne très chère à l'Emir Abdelkader, en l'occurrence sa mère, Lalla Zohra. Celle-ci le conseillait dans la prise de décisions en rapport

avec la gestion des affaires publiques pendant sa gouvernance et la résistance populaire contre l'occupant français.

Partant de l'adage qui dit que «derrière chaque grand homme, il y a une femme», la Fondation veut montrer à l'opinion publique le rôle éminent de la femme dans la résistance algérienne, à l'exemple de Lalla Zohra, la mère qui accompagnait partout l'Emir. Les membres de la Fondation ont décidé de mettre toute la lumière sur cette personne que le commun des Algériens ignore. Le rôle de la zaouia dans l'enseignement du Coran, des préceptes de l'Islam, des hadiths et des autres sciences, dont l'astronomie, fait également partie du programme de la Fondation de l'Emir. «Les zaouias ont produit de grands leaders durant la résistance et la Révolution algérienne, nous ne devons pas ignorer l'apport

incontestable des zaouias dans la préservation de l'identité et de la personnalité algériennes depuis l'occupation turque à ce jour», nous diront les membres de la Fondation. A cet effet, une conférence est programmée pour la journée du 16 avril, journée du Savoir (Youm el ilm) pour montrer le rôle prépondérant des savants. D'autres activités sont également inscrites dans l'agenda de la Fondation. Il s'agit de la commémoration du traité de Tafna en mai prochain ainsi que le rapatriement des ossements de l'Emir pour être inhumés le 4 juillet 1966 dans le cimetière d'El Alia (Alger).

En conclusion, le D' Abdelmalek a indiqué que la section de Aïn-Témouchent a emboîté le pas à celles de Saïda et Oran pour exiger le départ du président du bureau national de la Fondation pour sa gestion.

S. B.